GENEVE

Année XXXV - N° 932 - 21 SEPTEMBRE 1935

LE RÉVEIL anarchiste

On a trouvé les beaux noms de patience et de résignation pour qualifier la peur ou l'impossibilité d'agir.

P. Ginisty.

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

LA GUERRE DU FASCISME

Les clercs traîtres.

Jamais la presse immonde, comme l'a si bien baptisée Zola, ne nous a paru plus immonde qu'au cours du conflit italo-éthiopien. Pour excuser le crime le plus infâme, celui de la guerre, elle a invoqué les raisons les plus hautes de morale et de justice!

Pensez donc? Les richesses de ce monde ne sont pas bien partagées, d'aucuns ont des monopoles inadmissibles, il y a un droit d'expansion pour tous ceux se trouvant à l'étroit, les matières premières (et pourquoi pas les autres aussi?) doivent être à la disposition de tous, il serait absurde de laisser des moyens et des sources de production inexploités, et ainsi de suite.

Or, ceux qui nous répètent tout cela sont précisément les mêmes qui ont combattu le plus âprement toutes les revendications des déshérités, qui ont réclamé du plomb contre les travailleurs réduits à la misère la plus extrême, qui veulent supprimer les quelques droits conquis par les opprimés pour que leur écrasement soit complet et définitif, qui ont horreur d'une lutte de classes, bien bénine du côté ouvrier d'ailleurs, et réclament la paix sociale leur permettant de mieux déchaîner la guerre internationale avec des centaines de mille victimes, des atrocités et des destructions sans nom.

Les turpitudes et les canailleries des journalistes bourgeois sont inimaginables; les pires criminels restent bien au-dessous d'eux, comme étalage de cynisme. Les hommes dits d'Etat, naturellement ne leur sont pas inférieurs en infamie.

Le discours du gendre.

M. Ciano, gendre de Mussolini et ministre de la propagande, a tenu un discours eu peuple américain, où après s'être plaint de menaces, razzias, incursions et agressions — inventées pour la circonstances et ridicules, d'ailleurs, ayant invoqué mille fois un droit d'expansion irrésistible! — a ajouté:

Dans le monde qui souffre d'une crise toujours plus violente, cet état de choses constitue une action criminelle contre la solidarité humaine que la civilisation moderne ne peut plus supporter. Quand l'Italie aura rendu à ces territoires l'ordre et la paix, elle aura ouvert également au capital et au travail du monde entier un nouveau marché précieux que la barbarie éthiopienne tenait rigidement et égoïstement clos.

La civilisation moderne et la solidarité humaine invoquées pour le massacre, la destruction et la spoliation! L'impudence devient ici inconscience. Mais il y a un aveu implicite dans l'ouverture au « capital du monde entier d'un nouveau marché ». Les Américains contrôlent déjà la moitié des industries dans une Italie colonisée par eux; le sang des soldats italiens leur offrira de nouveaux placements fructueux en Abyssinie. Quant au travail, le capitalisme s'adressera à la main-d'œuvre indigène sans concurrence possible.

Admirons l'altruisme des fascistes visant à piller ces égoïstes d'Abyssins!

Autre spécimen d'imposteur.

Le digne successeur du massacreur Dollfuss, M. Schuschnigg, s'est exprimé ainsi:

Etant donné que la Société des Nations a refusé d'appliquer des sanctions lors de l'action du Japon en Mandchourie et lors du conflit relatif au Chaco, il est difficile de voir pourquoi elle adopterait une politique différente à l'égard de l'Italie.

D'ailleurs, si des sanctions étaient décidées, je le regretterais beaucoup, car l'Italie serait alors contrainte de quitter la Société des Nations et ce serait un coup terrible pour la paix de l'Europe.

Ainsi, pour ce clérical, un manquement, une faute, un crime en justifieraient une interminable série! Mais voyez-vous la perte que ferait une société pour la paix venant à être quittée par un membre qui se déclare « militaire, militariste, guerrier » et affirme nettement vouloir faire la guerre chaque fois que bon lui semble!

Un autre comble.

La presse nous donne sans commentaire cette dépêche:

Addis-Abeba, 12 septembre. — Le comte Vinci, ministre d'Italie, s'est rendu auprès du ministre des affaires étrangères d'Ethiopie pour lui demander de bien vouloir présenter à l'empereur ses vives félicitations à l'occasion du nouvel-an abyssin.

Ce n'est pas la première fois que les autorités et la presse fascistes encensent et félicitent le barbare, l'individu aux pires crimes; mais après avoir proclamé la volonté de l'écraser, ces félicitations font penser à une sinistre folie.

Impudent aussi !

Nous entendons parler de M. Litvinoff, que la presse de gauche croit bon d'encenser sans mesure, oubliant les neuf mille tonnes d'orge, livrées par l'URSS à l'armée italienne à un prix défiant toute concurrence.

Mais ce n'est pas de cela que nous voulons parler. Litvinoff, avec une impudence que nous ne dirons pas rare surtout dans le milieu où il parlait, a fait l'éloge de l'autocritique bolcheviste! Or, nul pays au monde ne connaît plus de déportés et d'emprisonnés pour délit de simple critique, d'opinion divergente que le pays à la dictature stalinienne! De tels condamnés se comptent par milliers et il y a parmi eux des bolchevistes de la première heure. Chacun est libre de se critiquer, mais gare à qui ose critiquer tant soit peu le régime même. Il doit en reconnaître l'infaillibilité, ni plus ni moins que les catholiques reconnaissent l'infaillibilité du pape! Et encore celle de ce dernier ne concerne que le domaine religieux!

Entre fascisme et frontisme.

M. Eugène Fabre, oubliant d'être l'ami des frontistes hitlériens à Genève, de les avoir particulièrement défendus, encouragés et justifiés d'être sortis de la légalité, écrit *que l'Abyssinie ne saurait être le brandon de la guerre en Europe, alors qu'il y a — du côté de ce Nuremberg où le Reichstag est convoqué dimanche — de plus redoutables menaces.*

Ainsi les menaces d'un fascisme doivent servir à justifier non plus la menace, mais le déchaînement de la guerre par un autre fascisme.

Le monde serait ainsi perpétuellement à la merci d'égorgeurs, défenseurs du christianisme et des valeurs spirituelles.

Un document éloquent.

Nous l'empruntons à *Giustizia e Libertà* avec titre et commentaires:

Ce n'est pas la guerre en Abyssinie mais la révolution agraire en Italie qui donnera la terre aux paysans italiens.

L'*Annuario statistico 1935* fournit les chiffres résumant le recensement agricole de 1930. Nous nous bornons à résumer les données se rapportant aux exploitations en propriété. Le nombre de ces exploitations est de 2,478,412 avec une superficie totale de 15,084,452 hectares, sur 26,251,744 hectares cultivés.

PETITES EXPLOITATIONS

Superficie	Nombre	Superficie (hectares)
Jusqu'à 0,5 hectare	650,885	144,761
de 0,5 à 1 hectare	386,924	295,573
de 1 à 3 hectares	750,694	1,399,018
de 3 à 5 hectares	289,436	1,132,647
de 5 à 10 hectares	236,435	1,650,981
	2,314,374	4,622,980 (31% du total)

MOYENNES EXPLOITATIONS

de 10 à 20 hectares	98,293	1,356,570
de 20 à 50 hectares	41,905	1,260,511
de 50 à 100 hectares	11,350	794,000
	151,548	3,411,081 (23% du total)

GRANDES EXPLOITATIONS

de 100 à 500 hectares	9,557	2,001,043
au-dessus de 500 hect.	2,933	5,048,639
	12,490	7,049,682 (46% du total)

Il y a donc en Italie 12,490 propriétaires qui possèdent presque la moitié de la terre cultivée en propriété.

LE CORPORATISME

Egidio Reale vient de publier une brochure très intéressante sur *Le Corporatisme fasciste*, qui avec raison débute ainsi:

Une nouvelle mystique est en train de se former, qui trouve des croyants dans toutes les classes, dans tous les cercles, dans tous les partis. Ceux qui ne sont pas aveuglés par cette nouvelle foi ne peuvent pas refuser de la considérer et d'en tenir compte. Ce n'est pas en les ignorant qu'on détruit les légendes, ce n'est pas en les méprisant que l'on peut démasquer les erreurs et les illusions qui se cachent derrière la façade de certaines doctrines. Il ne suffit pas non plus de nier en bloc ces doctrines et ces débuts d'expérience, de les présenter comme un produit de la réaction politique et sociale ou comme un instrument dont le capitalisme et la bourgeoisie se servent dans la lutte de classes. La négation totale, la raillerie ne sont pas toujours les meilleurs moyens d'attaquer certaines mystiques. Afin que ceux qui ne sont pas satisfaits des vieilles institutions et des vieilles formules ne soient pas séduits par les attraits de ces nouvelles tentatives, il faut les présenter telles qu'elles sont, avec impartialité, sans se laisser tromper par les apparences, mais aussi sans se payer de mots et sans être aveuglé par des préjugés.

Tout cela est bien dit. Toutefois, remarquons que la crédulité publique est vraiment trop grande et que certains « bourrages de crânes » ne devraient plus être possibles. Car en somme est-il si difficile de constater au moyen des expériences faites l'infâme tromperie fasciste? Sachons gré à M. Reale de son étude substantielle, qui montre en somme le néant en tant que réforme économique du corporatisme, n'apparaissant plus que comme un moyen d'asservissement politique. Nul sujet ne pouvant gagner sa croûte sans entière soumission préalable au régime! voilà le but atteint par la destruction de toute organisation économique libre.

Anarchistes, nous ne pouvons être entièrement d'accord avec le point de vue de M. Reale. Ainsi nous avons toutes réserves à faire sur le chapitre concernant « La liberté des individus dans l'ordre corporatif ». Nous y lisons d'abord:

Le corporatisme fasciste comporte en premier lieu la suppression de toute liberté individuelle, l'entière subordination des individus, des groupes, des classes, à la toute-puissance de l'Etat. Dans l'organisation corporative fasciste, l'individu n'est rien, l'Etat est tout. L'individu n'a aucun droit, aucune indépendance, aucune initiative. Il n'est là que pour fournir ses services à l'Etat, il n'est qu'un petit rouage d'une grande machine compliquée. L'Etat fait tout, peut tout, absorbe tout. Mais l'Etat n'est qu'une abstraction, une fiction. La réalité, ce sont quelques hommes ou quelques groupes, placés à sa direction. C'est donc, en définitive, à ces quelques hommes ou groupes d'hommes que les individus sont soumis et leurs intérêts subordonnés.

Voilà qui est très bien et donne le plus cinglant démenti aux Berra, Lescaze et Regard qui nous présentent le corporatisme comme une sorte sinon d'antiétatisme, d'institution appelée à alléger l'Etat d'une partie de ses charges! Reale continue ainsi:

Mais, il faut bien s'entendre. Quand on défend les droits de l'individu et sa liberté, on ne se rallie pas, sans réserves, à l'école orthodoxe individualiste et libérale. On peut bien admettre que certaines formules, certains postulats du libéralisme politique et économique ont fait leur temps et ne correspondent plus à l'organisation et aux besoins des sociétés modernes. Il ne peut y avoir dans le monde où nous vivons d'individus isolés et parfaitement indépendants, comme il ne peut y avoir des sociétés et des nations se suffisant à elles-mêmes. L'interdépendance est de plus en plus la loi de la société. La collectivité a le droit d'intervenir dans la réglementation des activités individuelles. Elle a le droit de limiter ces activités en vue de leur coordination avec les intérêts généraux. Les associations de personnes poursuivant les mêmes buts ou défendant les mêmes intérêts, les groupes professionnels, les organisations de métiers ont aujourd'hui une place bien plus importante qu'ils ne l'avaient au XIXe siècle.

Constatons d'abord qu'une « école orthodoxe individualiste et libérale » proprement dite n'a pas existé même au siècle dernier. Toujours le capitalisme s'est servi de l'Etat, qui n'a jamais « laissé faire et laissé passer » tout au moins les salariés. Nous sommes bien disposés à admettre que « l'interdépendance est de plus en plus la loi de toute société ». Mais alors nul besoin de l'imposer; une foule de libres ententes la réaliseront nécessairement. Nous nous méfions de tout droit de la collectivité contre l'individu, car cette collectvité se ramène presque toujours, comme le dit Reale lui-même, à quelques hommes ou groupes d'hommes voulant subordonner tout le monde à leurs intérêts.

Poursuivons la citation:

Le syndicalisme est une force dont on ne peut pas se passer ou méconnaître l'importance. L'Etat a des fonctions qui lui étaient inconnues auparavant et pour le développement desquelles il doit posséder des moyens plus puissants. Tout ceci étant admis, on ne peut pas nier non plus que l'Etat, la nation, les groupes étant, en définitive, composés d'individus, on doit chercher à concilier les nécessités des collectivités avec la liberté des individus et laisser à ces derniers la jouissance d'une certaine indépendance, d'une certaine autonomie, ainsi que les moyens de les garantir. Or, c'est précisément à quoi se refuse, dans la théorie comme dans la pratique, le corporatisme fasciste.

Hélas! nous croyons que l'Etat a déjà trop de moyens puissants et que rien n'est plus dangereux que de lui en accorder encore. Reale s'en rend bien compte aussi, puisque, enfin, il parle de liberté, indépendance et autonomie des individus, ainsi que des moyens de les garantir. C'est dire qu'il finit par où il faut commencer, car un droit et un pouvoir soi-disant collectifs établis et dûment armés — et comment! — les pauvres individus ne comptent plus pour rien.

Gardons-nous d'opposer individus à collectivités et de créer deux droits distincts, comme il arrive toujours en voulant étatiser. Il faut, au contraire, désétatiser et socialiser.

L. B.

Préjugés bourgeois.

C'est Hitler même qui vient de les dénoncer. En effet, nous lisons:

Cinquante-quatre mille hommes du service du travail du Reich ont défilé devant M. Hitler qui a prononcé une allocution disant que l'école du travail permettait aux Allemands de se mieux connaître et de supprimer les préjugés bourgeois. Il y a 1400 camps du service du travail en Allemagne.

Les « préjugés bourgeois » consistaient dans le peu de liberté que les travailleurs avaient héroïquement réussi à conquérir. Par la militarisation du travail et de toute la vie, nous en aurons la suppression! Et dire que la démagogie fasciste trouve des auditeurs complaisants!

Les obstacles forment les hommes forts et c'est contre le vent que montent les cerfs-volants.

ANARCHISTES ET FRONT POPULAIRE

Une fin à attendre.

Que de fois n'a-t-on pas annoncé la fin des anarchistes et de l'anarchisme! Nous n'allons pas nous en émouvoir outre mesure, même à une époque d'exaspération autoritaire, comme celle que nous traversons, à une époque de fascisme et de bolchevisme, l'un ayant copié l'autre, dans l'institution de l'Etat-parti, avec suppression de tout groupement d'opposition par la terreur.

Chacun voudra bien constater avec nous que partout où le renforcement de l'autorité s'est opéré, partout où les libertés individuelles sont supprimées, partout où la mystique du chef est en honneur, c'est l'oppression, le recul, la misère. Une telle constatation suffit à justifier l'anarchisme, bien que tel ne soit pas l'avis de dictateurs ou d'aspirants dictateurs. Il est d'ailleurs ridicule de voir ceux qui défendent l'absolutisme russe se poser ailleurs en champions de la démocratie.

Après le grand patron Nicole qui, à la dernière assemblée des délégués de son parti, proclama notre disparition, les staliniens se devaient d'en faire de même et n'y ont pas manqué, sans se dire que si cela devait être il n'y aurait plus de socialisme à proprement parler.

But du mouvement prolétaire.

Rappelons une fois de plus la définition de l'anarchie par Marx:

Tous les socialistes entendent par anarchie ceci: le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives.

Donc, ou socialistes et bolchevistes renoncent au but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, et alors il n'y a plus de socialisme, ou ils le poursuivent visant à la disparition du pouvoir de l'Etat et deviennent en somme de ces anarchistes dont ils annoncent la fin!

Plus simplement: ou parti de places sans but, ou parti de classe avec but anarchiste.

Rappelons encore que pour amadouer les anarchistes et leur faire avaler toutes les couleuvres dictatoriales, les bolchevistes ont répété en invoquant aussi le livre de Marx sur la Commune, qu'ils envisageaient à travers la dictature l'anarchie.

Nous aimons mieux les voir proclamer notre fin, autrement dit qu'ils entendent s'en tenir indéfiniment à la dictature. C'est plus logique et plus sincère; c'est une équivoque de moins.

Soumission à l'illégalité.

Les bolchevistes reprochent à nos camarades d'avoir renié leurs engagements. Doucement, il n'y a eu d'engagements qu'en vue de faire un meeting et *non pas d'y renoncer à la suite d'une mesure illégale*, comme le prouve le fait qu'un même meeting était autorisé huit jours plus tard. Expliquez-nous comment ce qui était illégal le 23 devient légal le 30 août! Personne n'a jamais reçu de notre Groupe le mandat de souscrire à une interdiction fasciste, contre laquelle Dicker, Nicole et leur parti, agissant aussi en « provocateurs », avaient résisté il y a quelques années sur la Plaine de Plainpalais. Et les anarchistes provocateurs avaient payé à cette occasion-là, comme en plusieurs autres cas où ils étaient venus appuyer socialistes et communistes en mal de « provocation »!

Nous posons cette question qui exige une réponse non équivoque: « En présence de mesures arbitraires et illégales de l'autorité fédérale le front populaire formé ou en formation pense-t-il s'incliner toujours sans autre? Et traitera-t-il de provocateurs ceux qui n'y consentent point? »

En attendant reproduisons surtout pour les membres de la Ligue des Droits de l'homme, cet article de la Déclaration du 23 juin 1793:

Art. 11. — Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique; celui contre lequel on voudrait l'exercer par la violence a le droit de le repousser par la force.

Rien d'anarchiste, comme chacun peut le constater. Mais nous insistons: faut-il respecter non seulement la légalité, mais l'illégalité? C'est l'acceptation la plus caractéristique du fascisme. N'est-ce pas grotesque, surtout de la part des communistes, de souligner que tel de nos critiques peut être relevée par les fascistes? Ont-ils oublié leurs attaques haineuses et systématiques contre Nicole et tous les socialiste, jusqu'au jour où l'ordre vint de Moscou de les cesser? Même au procès du 9 novembre, un de leurs avocats n'a-t-il pas déclaré que les socialistes étaient leurs pires ennemis, se faisant remettre vertement en place par le président des Assises pour une telle stupide démagogie?

Nulle prose ne peut mieux servir les fascistes que la prose bolcheviste, justifiant la dictature, l'Etat-parti, les condamnations sans jugement, les exécutions sommaires, la soumission absolue, la discipline de fer, la militarisation à outrance, la suppression par la terreur de toute opposition. N'est-ce pas là tout le fascisme et Mussolini n'a-t-il pas salué dans les bolchevistes, ses *magnifici maestri*, en répondant précisément à une interpellation communiste?

Pour cambattre Nicole et le socialisme, les fascistes trouveront cent fois plus dans *La Lutte*, que dans *Le Réveil*, qui logiquement n'a jamais espéré grand'chose d'un gouvernement socialiste.

Le front populaire.

Voilà qui nous rajeunit singulièrement. Nous songeons aux fameux *blocchi popolari* italiens d'il y a une quarantaine d'années, dont le Parti socialiste ne devait pas tarder à se détacher pour marcher seul, sans se donner d'ailleurs aucune allure révolutionnaire. Que les politiciens, écartant le fameux « classe contre classe » soient obligés d'en revenir aux fronts populaires, c'est là une preuve du chemin à rebours qu'ils ont parcouru, malgré leur miraculeuse « dialectique marxiste »! Accusés de n'être que de « petits bourgeois », nous pouvons bien rire des classistes farouches qui, de leur propre aveu, ne voient plus de salut que dans une alliance avec la petite bourgeoisie.

Rappelons aussi que contrairement à certains « scientifiques », nous avons soutenu, statistiques en main, que les classes moyennes augmentaient d'importance au lieu d'être « prolétarisées ». Les utopistes que nous sommes avons bien vu plus clair que les soi-disant savants et c'est pourquoi nous pouvons citer nos textes de 1895 et même d'avant, établissant ainsi que nos critiques et nos prévisions ne se sont malheureusement que trop vérifiées.

Front populaire, fort bien, mais pour faire front à quoi, sinon à l'illégalité fasciste d'abord et non pour céder sans autre devant elle? Pauvre front, dont la première décision est de ne rien affronter et de subir un affront!

Ennemis du front populaire, parce que nous voulions résister pour lui; les amis sont donc ceux qui vous lâchent à la première rencontre?

Direction gouvernementale.

Le bourgeois, bien bourgeois, Georges Favon était un homme indiscutablement capable et habile. Aussi avait-il compris le danger de confondre entièrement parti et gouvernement. Il refusa d'abord de devenir conseiller d'Etat, jusqu'au moment où il ne se trouva personne dans le parti voulant l'être à sa place. Ce fut peu avant sa mort et à contre-cœur. Il est évident qu'un parti doit avoir une toute autre liberté d'allures qu'un gouvernement, qu'il ne doit pas être gêné par toutes les obligations et les charges gouvernementales.

Favon, non seulement se réservait de critiquer et stimuler le Conseil d'Etat radical, mais il encouragea la scission jeune-radicale pour redonner de la vie au parti. M. Tony Roche était chargé par lui de revoir les articles de l'organe des « ferblantiers » et de M. Willemin, pour contenir la dissidence dans certaines limites.

Que les camarades se rassurent! Nous ne voulons pas faire de la politicaillerie, mais simplement souligner l'énormité d'un front populaire sous la stricte direction gouvernementale! Est-ce le gouvernement qui doit exercer une pression sur le peuple ou vice-versa? Une telle question n'est pas même à poser en démocratie. Le pouvoir fort, le gouvernement qui gouverne, l'autorité respectée, le « pas d'Etat dans l'Etat », autant de formules fascistes. Des foules maniées exclusivement par le pouvoir et empêchées d'avoir une action propre, indépendante, qu'est-ce donc cela sinon la dictature, le fascisme?

N'exagérons rien. Le pouvoir de la majorité gouvernementale socialiste n'est nullement fort et nous ne dénonçons ici qu'une tendance antipopulaire par définition qui, à elle seule, suffit à justifier toutes nos réserves vis-à-vis de certains fronts.

L'avis des syndicats.

Qu'il y ait danger à se laisser imposer une tutelle gouvernementale, toutes nos raisons d'anarchistes à part, le prouve même le dernier rapport de l'Union des Syndicats genevois, dont la rédaction est certainement due à des membres du Parti socialiste. Nous en détachons le passage suivant :

L'année 1934 nous a permis de voir à l'œuvre, pour la première fois, un gouvernement à majorité socialiste. Quel est le résultat de cette année de pouvoir? Peut-on, du point de vue syndical, s'en déclarer complètement satisfait? Sans méconnaître les innombrables difficultés qu'à rencontrées le gouvernement, nous devons répondre sans ambages par la négative. Nous n'avons cependant pas formulé des revendications extraordinaires puisque nous nous sommes constamment inspirés de la ligne de conduite esquissée dans notre dernier rapport et que nous rappelons ici : « Nous devons avoir la sagesse — et l'aurons — de ne pas exiger du gouvernement plus qu'il ne peut raisonnablement réaliser en les circonstances présentes. Des requêtes inconsidérées pourraient lui créer des difficultés insurmontables, que l'intérêt bien compris de nos organisations et de leurs membres commande impérieusement de lui éviter... » Malgré cette ligne de conduite fidèlement suivie, nous avons dû constater que l'on sacrifiait trop souvent à l'opportunisme politique, sans se soucier des répercussions plus ou moins lointaines de cette tactique.

Or, le gouvernement à majorité socialiste vient de faire décider une fois de plus que rien ne doit être entrepris comme action populaire qu'avec son consentement et sous son contrôle. Et en avant avec les sacrifices à l'opportunisme politique, sans se soucier des principes! C'est bien mal nous connaître que de penser compter sur notre soumission à une telle prétention.

Désirs et réalités.

Les staliniens nous donnent comme « disparus dans tous les pays du monde ». C'est ce qui s'appelle prendre ses désirs pour des réalités.

Certes, l'ambiance et la mentalité actuelles ne nous sont guère favorables; mais elles sont celles d'une période que chacun se plaît à reconnaître d'une crise et d'une décadence menaçant toute l'œuvre de civilisation et d'émancipation. Ou ambiance et mentalité changent dans un sens libertaire, ou nous allons à une catastrophe, et alors gare à toutes les associations du front populaire!

Nous n'avons aucune difficulté à avouer que nos forces sont bien minces, mais cela ne prouve rien contre nos conceptions, au contraire. Si le fait d'une éclipse de l'idée anarchiste, appelons-la ainsi, correspondait à un bond en avant des sociétés humaines, nous pourrions être troublés; mais c'est une véritable régression que nous constatons. Et alors il ne nous reste qu'à poursuivre, intensifier et améliorer notre propagande pour regagner le terrain perdu et en reconquérir du nouveau.

Disons plus. Ceux qui devraient être troublés sont les membres de colossales organisations, groupant des millions d'hommes et incapables de toute action proprement dite, pour s'en tenir à des fêtes, parades, congrès, élections, votations, en plus des secours mutuels.

Il nous est souvent très dur de ne pouvoir rien tenter; mais à quoi bon nous mettre avec ceux qui en toute proposition d'action voient une « provocation » et s'empressent de nous abandonner et désavouer?

Conclusion.

Des explications nous avaient été demandées et nous pensons les avoir ainsi fournies. Nous voulions en donner d'autres encore dans une entrevue pour laquelle nous avons répondu deux fois pour deux dates successives, sans voir paraître personne et sans qu'il nous soit même accusé réception. Ceci uniquement pour établir que nous ne nous sommes pas dérobés à la discussion qui nous avait été proposée.

GROUPE DU REVEIL ANARCHISTE.

Lamentations cléricales.

A la suite des déclarations faites par Hitler au congrès nazi de Nuremberg, l'*Osservatore Romano*, organe officiel du pape, écrit:

L'allusion aux « prêtres qui, moins qu'aux âmes, se consacrent à la politique », n'est malheureusement que trop compréhensible, étant donné qu'elle est entrée dans les habitudes des nationaux-socialistes. C'est là, en fait, l'unique moyen qu'on a trouvé jusqu'à présent pour faire croire que le conflit avec l'Eglise n'est pas, en Allemagne, une lutte antichrétienne, mais simplement politique.

Le pape a accepté en Italie la suppression violente du parti, des syndicats, des banques, des cercles, des coopératives, des jeunesses et des sociétés sportives catholiques; mais Mussolini y a mis le prix, 1 milliard 750 millions de lires. Et les *monsignori* ont les premières places et la haute main partout.

Inutile d'ajouter que nous condamnons toute persécution, mais quel autre sens peut bien avoir la revendication d'une Suisse chrétienne, sinon la persécution des antichrétiens? N'a-t-on pas déjà proclamé nettement qu'il ne sera plus permis de l'être?

Le pape peut regretter les « marxistes » allemands qui avaient conclu avec lui des concordats dont il s'était à juste titre fort réjoui!

Contre la manie du „totalitarisme"

Les régimes dictatoriaux sont, de par leur nature même, totalitaires. C'est le cas de l'U.R.S.S. et du bolchevisme; c'est le cas de l'Italie fasciste et du parti qui y détient le pouvoir. Ce n'est qu'au prix de la suppression de tout mouvement indépendant, ce n'est qu'en affirmant et en imposant l'exclusivisme le plus absolu, que ces régimes et leur parti-Etat ont la possibilité de maintenir leur emprise sur les peuples.

Dans le mouvemant ouvrier, nous luttons tous, ou nous prétendons tous lutter, contre la domination fasciste. Ce faisant, nous invoquons la liberté; quelques-uns sous la forme d'institutions simplement démocratiques, d'autres allant plus loin, vers des formes plus concrètes de liberté. Mais tous, nous nous plaçons sur le terrain de la libre expression de la pensée, dans les organisations et à travers les manifestations publiques. Ce n'est du moins qu'en nous plaçant sur ce terrain-là, ce n'est qu'en revendiquant cette liberté d'expression et de manifestation pour tous, que se justifie notre lutte contre le fascisme, contre toute menace de dictature et de tyrannie.

Or, il est un parti à Genève qui, de l'opposition où il se trouvait, a été porté au pouvoir. Ce parti a toujours revendiqué, dans sa presse et dans les manifestations publiques, la liberté pour le peuple ouvrier en face de la réaction bourgeoise. Mais il n'a jamais manqué une occasion pour manifester son penchant dans la lutte que mène la classe ouvrière de Genève, à l'exclusivisme et au totalitarisme. Nous avons eu à prendre position contre les adversaires de ce parti, lorsque ceux-ci accablaient ses chefs de leur haine et de leur persécution. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour exprimer notre pensée au sujet de cette tendance à vouloir tout subordonner à l'intérêt électoral d'*un* parti, et pour revendiquer pour tous le droit de manifester librement.

L'occasion nous en est fournie par les déclarations faites par le chef du parti socialiste à l'assemblée des délégués du 27 août, à la suite des incidents qui ont suivi la manifestation interdite contre la guerre et le fascisme. Le *Travail* a donné un compte rendu assez détaillé des déclarations de Léon Nicole. Sur la foi de ce compte rendu, nous apprenons que le leader socialiste, à la suite probablement de certains événements, veut bien admettre que les organisations dites économiques, à savoir les syndicats, ont aussi leur mot à dire dans la lutte de la classe ouvrière contre ses exploiteurs. C'est naturellement, à côté du parti socialiste, l'Union syndicale suisse — autre « grand groupement » — qui est admis à l'honneur de partenaire. Un proche avenir nous dira dans quelle mesure le parti communiste — dont on ne pourrait affirmer qu'il représente un groupement plus que médiocre — sera à son tour admis au même honneur.

Mais voici les passages de ces déclarations qui nous intéressent plus particulièrement:

On commet une sorte de sacrilège chaque fois que, par la création de nouveaux groupements ou comités, aussi bien intentionnés qu'en soient les fondateurs, on diminue l'autorité et le prestige des deux colonnes du mouvement ouvrier suisse : parti socialiste et Union syndicale suisse.

Et plus loin, en guise de conclusion :

Nicole met en garde l'assemblée contre tous les mouvements fragmentaires et contre la formation de comités occasionnels de nature à diminuer le prestige et l'autorité du parti socialiste.

Ce qui, en langage clair, équivaut à dire: « Tous les pouvoirs, toutes les attributions dans les différents secteurs de la lutte de la classe ouvrière au parti socialiste exclusivement. » Ce qui correspondrait au totalitarisme le plus étroit et absolu, mais constituerait, en même temps qu'une parfaite contradiction avec les principes de liberté et de justice, une grossière erreur de tactique politique.

Il n'y a pas que des affiliés au parti socialiste qui sont prêts à lutter contre le fascisme, contre la guerre, contre le militarisme, en Suisse comme ailleurs. Le rejet des lois d'exception, de la revision de la Constitution entre autres, sont l'œuvre d'éléments qui, en grande partie, échappent aux cadres du parti (dont les membres effectifs ne sont, à Genève, que quelques milliers). L'élection même du Conseil d'Etat actuel est l'œuvre d'une foule que des mobiles d'ordre sentimental, qui ne joueront probablement plus dans quinze mois, ont poussé à mettre en échec la réaction, mais qui dans sa majorité ne professe pas le programme du parti.

A part toutes les autres considérations d'ordre moral et se basant sur la justice, on peut affirmer sans crainte que le parti socialiste — ou pour être plus exact, le *mouvement* socialiste — a, à Genève comme ailleurs, intérêt à *encourager* toutes les formations spéciales tendant à mener la lutte contre le fascisme, contre le militaris-

me, contre le cléricalisme, enfin contre toutes les forces de conservation et de réaction sociales. Aucun des éléments indépendants qui composent la population doit être privé, par le fait de la contrainte venant d'un exclusivisme étroit, de la possibilité de mener, à sa guise et avec les moyens propres à sa condition et à sa mentalité, cette lutte pour la défense des libertés publiques menacées. Surtout dans une ville comme Genève qui n'est pas formée d'éléments exclusivement prolétariens, ce sont ces forces parallèles, ces mouvements spontanés et indépendants de l'opinion qui permettront au mouvement socialiste de se développer, de gagner en profondeur et d'être en mesure de se défendre des attaques et des embûches dont la réaction ne cessera de semer ses pas.

Dans un sentiment de toute-puissance, essayer d'imposer l'hégémonie d'un parti sur tout un mouvement, en supprimant toute manifestation indépendante de protestation ou de révolte, c'est faire preuve d'une incompréhension complète de ce que doit être dans son esprit la lutte véritable contre le fascisme et pour les libertés populaires.

Emancipons-nous donc de ce sentiment et réagissons contre ceux qui prétendent nous imposer leur totalitarisme dont nous ne saurions que faire et qui ne pourrait qu'aboutir à cet absolutisme que nous nous proposons de combattre. C. F.

Comité International Van der Lubbe

—o—

Lettre ouverte à la rédaction du "Sunday Refere"

Un certain F. H., habitant à Turnbridge Wells (Grande-Bretagne), a récemment fait parvenir à votre estimé journal, qui l'a reproduite sans commentaires, la déclaration suivante:

Je suis un juriste allemand et j'ai été constamment en contact avec Van der Lubbe avant et pendant son jugement.

Je puis témoigner que non seulement Van der Lubbe fut torturé jusqu'à la folie, mais encore qu'il fut drogué plus d'une fois chaque jour avant sa comparution devant le tribunal.

Van der Lubbe avait été acheté par Gœring pour aller dans le Reichstag et examiner cet édifice. Toutefois, il était complètement ignorant de l'incendie qui devait se produire pendant sa visite.

Mais c'était un paranoiaque (folie consistant à revêtir des personnalités imaginaires — A. P.) *et après quelques conversations sur l'incendie, il se persuada aisément qu'il en était lui-même l'auteur. En fait il était aussi innocent que moi-même et je puis ajouter que je suis un homme extrêmement innocent.*

D'ailleurs je connais Gœring de longue date et bien avant sa fortune actuelle je me souviens de l'avoir rencontré avec un groupe d'autres personnes.

Devant les assistants, hommes et femmes, il saisit un vase sur la table qui était près de lui et menaça de le lancer à la tête de quiconque oserait insulter le mouvement nazi. Nous étions tous des libéraux, excepté Gœring et un autre.

Van der Lubbe avait été communiste mais avait depuis longtemps quitté le parti. Il était, sinon complètement acquis au fascisme, du moins fortement contaminé par l'amitié d'hommes tels que Gœring et Rœhm.

Pour des raisons que vous comprendrez, je préfère rester inconnu.

—o—

Pour autant que ces assertions concernent la personnalité de Van der Lubbe, dernier défenseur de la liberté en Allemagne, nous nous voyons obligés de protester contre les révélations anonymes de F. H.

Selon les affirmations non accompagnées de preuves de votre correspondant, Van der Lubbe aurait été, *à sa connaissance:*

1) Fou délirant,
2) Ami de Gœring et de Rœhm,
3) Infecté par eux d'idées fascistes,
4) Acheté par Gœring pour s'introduire dans le Reichstag,
5) Simulateur et provocateur relativement à l'incendie,
6) Torturé par ses gardiens et drogué jusqu'à l'inconscience absolue, avant sa comparution devant le tribunal.

Comment F. H. a-t-il été en mesure d'acquérir cette série impressionnante de certitudes absolues autant que contradictoires relativement au « mystère du Reichstag »? Est-ce vraiment en sa qualité de juriste allemand et par « un contact constant avec Van der Lubbe avant et pendant le jugement »? Ceci est impossible, car: 1) Van der Lubbe a refusé le concours de l'avocat d'office qui lui était imposé par la procédure allemande, de même que l'aide juridique de membres du barreau hollandais choisis successivement par la famille et les amis de l'accusé; il s'est enfermé dans un silence absolu et s'est abstenu de toute défense et de toute apologie personnelle; 2) Il a été tenu au secret pendant l'interrogatoire et les débats, et n'a donc pu être approché par un juriste « libéral » (et connu comme tel par Gœring, s'il faut en croire l'épisode du vase).

Par ailleurs, l'incohérence et l'exagération enfantines des révélations de F. H. — rédigées avec un égal dédain de l'exactitude, de l'ordre logique et de la chronologie — sont capables de frapper au premier coup d'œil toute personne accoutumée au style juridique et plus particulièrement au style du « juriste allemand » que prétend être le mystérieux F. H. Le style, c'est l'homme, et le style de F. H. dénote le caractère impressionnable d'un lecteur de romans-feuilletons jouissant d'une imagination déréglée, plutôt que la précision pondérée du juriste formulant des conclusions. L'épisode même du vase brandi par Gœring contre une assistance « libérale », ressenti ou imaginé avec une nervosité de femme enceinte, la passivité peu virile que l'auteur du récit, sans chercher à s'en excuser, s'attribue devant ce geste de butor, sont des indices qui tendent à prouver que F. H. juriste allemand, appartient en réalité à la plus belle moitié du genre humain.

Quant à la source de ses convictions relativement au « mystère du Reichstag », il est aisé d'en dépister la source: les *detectives-stories* du mouchard Otto Katz, publiées sous le nom de « Livre Brun » par les soins du Konzern Munzenberg et de son Comité mondial, sont reproduites d'une façon confuse, exagérée et plus ou moins enfantine par la mémoire désordonnée de F. H., qui doit en avoir eu connaissance soit directement, soit à travers des bavardages de journaux bien pensants, soit plus simplement par des papotages de politique extérieure autour d'une théière et d'une assiette de gâteaux, entre femmes du monde.

Un homme d'Etat anglais, Lord Marley, si je ne me trompe, n'a pas craint de suggérer que le coup du Reichstag avait été inspiré à Gœring par la lecture de l'« Agent secret », roman policier de Joseph Conrad! Il faut avouer qu'auprès de ce chef-d'œuvre du genre, le « Livre Brun » n'est qu'un bien piètre roman-feuilleton, et F. H. un plagiaire de troisième ordre.

Mais que penser du journal « sérieux » qui pour des motifs que nous n'avons pas à démêler, donne asile à d'aussi flagrantes insanités! A. P.

Les Eglises et la guerre

Le premier devoir de la justice, c'est de respecter la vie de chacun, c'est-à-dire de ne jamais tuer. Enlever l'existence à un individu, c'est peut-être ôter à la société une force et une intelligence qui pouvaient lui être précieuses.

A plus forte raison, la morale ne peut admettre la guerre. Pour régler un différend entre nations, il n'est pas permis de lancer violemment les peuples les uns contre les autres, de forcer des masses parfois considérables d'hommes à s'entr'égorger. La guerre, c'est l'humanité livrée à tous les instincts de la sauvagerie.

Le conflit italo-abyssin a déjà fait couler beaucoup d'encre, en attendant de faire couler plus de sang encore. Le monde entier tourne ses regards vers l'Afrique Orientale, où bientôt, la saison des pluies terminée, le temps permettra le commencement d'hostilités qui risquent de s'étendre bien au delà des frontières du continent noir.

Déjà, n'ayant rien appris ou rien retenu des leçons du passé, une Europe plus affolée que jamais laisse pressentir des massacres futurs.

La haine est partout, prête à lancer les uns contre les autres des hommes dressés pour la dernière des dernières. Pire qu'une épidémie, la guerre va faucher par milliers des êtres jeunes encore, qui ne demandent qu'à croître et à développer leur esprit créateur.

L'Italie fasciste mobilise jour après jour, montrant comme une hyène affamée ses crocs prêts à déchirer et à mordre d'autres régimes capitalistes. Le maître esclavagiste Mussolini veut, ô ironie, libérer des esclaves. Il veut au nom d'une morale, née d'on ne sait quel idéal, civiliser à coups de bombes et de gaz, un peuple qui ne sait pas encore transformer les matières premières de son sol en armes de carnage.

Le crime va-t-il s'accomplir? Les peuples vont-ils laisser des fous sanguinaires massacrer sans raison plausible des individus qui ne demandent qu'à rester chez eux et y vivre en paix?

Un peu partout déjà, se lèvent des protestations. Des voix se font entendre, demandant une paix sincère et durable.

Quelle est l'action des bien-pensants en cette circonstance, de ceux qui ne savent que prier, implorer et gémir à genoux des maux qui les accablent?

Est-ce le moment d'appeler à leur aide une divinité née de cerveaux en mal de justice et de vérités célestes? Peut-être! sûrement même, si un tel appel avait sa raison d'être. Mais nous savons que de telles pensées ont toujours été vaines, qu'au contraire elles affaiblissent par leur carence toutes activités humaines et terrestres, les seules capables de résultats positifs.

Le pape, ce père spirituel qui, entouré d'habits saints (ne pas confondre avec ceux d'Ethiopie), d'or et de richesses infinies, ce croyant qui se détache avec tant de convictions religieuses des biens de ce monde, vient de prononcer une allocution. Il a relevé entre autres les atrocités de la dernière guerre, oubliant peut-être que les armes en avaient été bénies par ses prêtres. Il a dit que la paix était la volonté de Dieu. Quel triste aveu de la faiblesse divine qui n'a jamais su se servir de cette volonté pour défendre les conflits du passé, les supplications au Dieu d'amour et de miséricorde n'ayant jamais empêché ni les massacres de la Belgique, ni les tortures infligées aux malheureux Serbes, ni l'exploitation de l'homme par l'homme.

On parle beaucoup à l'étranger, dit-il, d'une guerre agressive. Serait-ce par hasard que dans la péninsule mussolinienne, l'on ne se soit pas encore aperçu du départ de près d'un million d'hommes? Les discours enflammés du Duce ne seraient-ils pas encore parvenus aux oreilles du Saint-Père, pour qu'il laissât entendre d'un air ému que seul l'étranger parlerait de tels conflits?

Puis, terminant son apologie, le représentant de Dieu sur la terre a exhorté chacun à prier pour que les efforts de ceux qui travaillent en faveur de la paix soient couronnés de succès.

On croit rêver en lisant cette fin de discours hypothétique. Prier pour ceux qui veulent la paix! Mais alors ce tout puissant et ses brebis vont se mettre à genoux pour nous, ces pauvres excommuniés d'anarchos? Vraiment, ce n'est pas croyable. Va-t-il nous réserver des places au paradis? Nous l'en remercions, mais nous ne tenons aucunement à nous retrouver en compagnie d'un Dollfuss ou d'un pape Borgia, la mitraille et le poison n'étant pas encore notre nourriture quotidienne.

Ainsi, l'Eglise une fois de plus reste dans l'inaction. Une fois de plus, son représentant fait un discours dont l'équivoque ouvrira les yeux aux croyants sincères qui veulent non des paroles mais des actes.

Le Saint-Père admet la neutralité religieuse dans ce nouveau conflit. Cette neutralité est non seulement une trahison envers la morale: Aime ton prochain comme toi-même! mais elle est aussi une lâcheté. L'Eglise a en son pouvoir la force d'empêcher des luttes sanglantes. Se servira-t-elle de cette force pour une action humanitaire? Il ne faut pas y compter, les religions ayant toujours été au-dessous de leur morale et les complices du capital exploiteur.

Mussolini n'a-t-il pas reçu la médaille d'or du Vatican?

La guerre n'est-elle pas l'apanage des Eglises? Que feraient-elles si elles n'avaient plus de cadavres à exploiter? Ne leur faut-il pas des innocents pour en faire des pécheurs?

Seule une raison saine et libre des dogmes et des craintes inspirés par une classe cupide, peut créer le mouvement salutaire que l'humanité réclame. Lutter contre une église mensongère et cruelle, c'est se libérer d'une chaîne longue de perfidies et d'ignorance.

Les religions hypocrites ne sont-elles pas un cancer de l'âme? Trop de monde, hélas! est gangrené par ce fléau. Mais un jour viendra où les travailleurs du monde entier auront compris leur devoir d'hommes et de créateurs et auront brisé les liens qui les attachent encore à des erreurs qui sont une des faiblesses actuelles.

Un grand pas a déjà été accompli dans cette voie. Malheureusement, les trahisons sans cesse renouvelées par de soi-disant révolutionnaires ont donné un certain ralentissement aux travaux pacifiques de personnes qui espèrent un avenir où les libertés physiques et morales seront un fait réel.

Chacun doit vouloir combattre le mal par des moyens conscients et adaptés à ses possibilités. Pour atteindre ce but, il faut non seulement s'unir pour être fort mais il faut encore chercher à savoir et à comprendre toujours mieux les droits de l'homme et de son existence.

Il faut savoir que, dans le monde, le succès appartient ou doit appartenir à celui qui a su se maintenir le plus fort, non seulement au point de vue physique, mais encore au point de vue moral. La connaissance de la psychologie des peuples est indispensables, dans ce cas, et on peut en juger les effets au milieu des multiples erreurs qui se commettent de tous côtés.

L'équilibre seul de toutes les facultés, avec toutes ses conséquences, est, à nos yeux, la véritable voie de la vérité et du bonheur.

C'est cet équilibre qui, compris dans toutes ses parties, peut nous donner à la fois confiance dans l'avenir et foi dans l'amélioration et le perfectionnement de notre race.

H. E.

NI MAITRES

Je n'obéis à rien, est-ce clair?

On nous enterre souvent, nous autres anarchistes.

L'humoriste Marc Twain avait lu dans un journal d'information l'annonce de sa mort, accompagnée de tout un panégyrique de ses œuvres. Le célèbre écrivain répondit le lendemain qu'il y avait là certainement une exagération et la preuve c'est qu'il se portait très bien.

Il en est un peu de même pour nous. On nous dit: C'est la fin des anarchistes! Voire, c'est à un moment où tous les événements nous donnent raison que l'on vient nous dire: c'est la fin des anarchistes!

Examinons la chose de près. Pendant des années, on nous a littéralement bourré le crâne avec la dictature. Dictature du prolétariat! Les chefs! chefs de partis, chefs de cellules, de rayons, de brigades de choc, fronts rouges, bleus, noirs, etc. Partout le principe d'autorité, les fameux hommes à poigne, des surhommes poussant comme des champignons.

Pendant cette époque de folie des grandeurs, les anarchistes passaient pour des rêveurs et des utopistes peu pratiques, et pas du tout modernes.

La liberté, mais c'est un mot, un songe creux!

Et voilà que tout d'un coup, le vent tourne. On s'aperçoit que le régime de la trique a ses inconvénients et les mêmes qui préconisaient la dictature réclament la liberté.

Et si l'on examine objectivement les faits, on s'aperçoit que c'est précisément le bolchévisme qui périclite et également ce principe autoritaire de gouvernement qui a la prétention de tout diriger, de tout réglementer, de tout organiser. Le gouvernement avec son tas de tribunaux, de gendarmes, de budgets!

Il n'y a bientôt plus d'énergies que chez ceux qui sont séparés de cette société. Les communistes changent de visage à tout instant. Ils s'adaptent par un mymétisme extraordinaire; on ne les distingue plus du social-démocrate. Ni chair ni poisson, ni chaud ni froid, obéissants à des mots d'ordre, sans esprit critique. Les socialistes, pareillement. Ce que le grand chef a dit, c'est l'Evangile.

Eh! bien, nous ne marchons pas. Les anarchistes ont une opinion très nette sur tous les problèmes, aucune ambiguité. Et c'est, au contraire, maintenant surtout que notre propagande va être comprise contre tout pouvoir, contre toute autorité.

Ce n'est pas la fin, c'est au contraire le commencement! C. R.

La peine de mort.

Victor Serge, après avoir approuvé le terrorisme bolcheviste, a fini par s'émouvoir du peu de cas que le régime stalinien fait de la vie humaine. Pour s'en être plaint dans une lettre privée il a été d'abord privé de son gagne-pain, puis déporté. Et les exécutions continuent! Nous découvrons au hasard dans la presse bolcheviste même:

Le 20 juillet dernier, la police avait arrêté deux ouvriers qui volaient et vendaient des tuyaux de caoutchouc de freins à air comprimé et avaient ainsi provoqué des accidents. Ils ont été condamnés à mort. Quatre de leurs complices ont été condamnés à dix ans de prison.

Moscou, 23 août. — Une bande de cambrioleurs qui avait opéré au commissariat du peuple pour l'agriculture de l'Ukraine, a comparu devant le tribunal suprême de Kiev. Trois chefs de division et un agent ont été condamnés à la peine de mort, l'ancien suppléant au commissaire du peuple pour l'agriculture, Orij, a été condamné à cinq années de réclusion, un chef de division à trois années de prison, et 22 autres accusés à diverses autres peines de prison. Deux accusés ont été acquittés.

Moscou, 3 septembre. — Convaincu d'être responsable du naufrage du bateau-citerne « Azerbeidjan soviétique », le capitaine du vapeur « Soviet » a été condamné à mort. Par ailleurs, deux comptables de la banque communale de Kiev ont été également condamnés à la peine capitale, pour détournements de fonds.

Allemagne hitlérienne et Russie stalinienne sont les pays où les condamnations à mort sont les plus fréquentes.

VICTOIRE!

Nous venons d'éditer en carte postale et en tableau en couleurs, format 48 × 66 cm., une nouvelle œuvre de Firmin Sagrista, auteur de *L'ultime vision de Montjuich* et de *Si vis pacem!* qui eurent un si grand succès. La carte est en vente au prix de 10 cent., le tableau de 50 cent. Travail suggestif et excellent pour la propagande antimilitariste. Nous enverrons gratuitement la carte à tous ceux qui nous en feront la demande.

La lutte syndicale

La grève des marbriers.

Depuis quelques jours, les ouvriers marbriers sont entrés en lutte contre leurs patrons. Les marbriers sont les seuls ouvriers du bâtiment qui ne sont pas régis par un contrat collectif et qui n'ont aucune réglementation des conditions de travail. Nous voyons par exemple des ouvriers qualifiés avec des salaires de 1 fr. et 1 fr. 20 à l'heure.

Depuis deux mois, les ouvriers marbriers — quatre exceptés — se sont groupés dans la F.O.B.B. et ont présenté et revendiqué un contrat de travail.

Sous la conduite du « Croix-de-Feu » Anthonioz, officier de la Légion d'honneur, président de la Chambre de commerce française, etc., les patrons refusèrent de discuter et appliquèrent des représailles en renvoyant un vieil ouvrier, parce qu'organisé à la F.O.B.B. Sans tarder, les ouvriers ont affirmé leur volonté de lutte, en quittant le travail. M. Minazzi fut obligé de reprendre l'ouvrier renvoyé et payer le temps perdu.

Devant l'Office de conciliation, les patrons firent preuve d'un cynisme révoltant, en proposant des salaires de famine.

Le Conseil d'Etat intervint dans le conflit en convoquant une séance de conciliation où les patrons se montrèrent encore intraitables.

Jeudi 5 septembre, une nouvelle entrevue fut convoquée par le Conseil d'Etat qui proposa son arbitrage, accepté par les patrons. Ceux-ci demandèrent jusqu'à samedi matin à 10 heures pour communiquer leur réponse aux propositions faites et permettre aux ouvriers d'en discuter.

Les ouvriers repoussèrent l'arbitrage du Conseil d'Etat. Et aucune réponse n'étant parvenue à l'échéance du délai fixé, ils décidèrent la grève pour lundi.

Cette grève a révélé une rare décision et énergie chez les ouvriers. Les piquets de grève s'organisèrent immédiatement et, après un incident dans un cimetière — dont la presse fit grand état — la grève fut complète.

A deux reprises les ouvriers refusèrent à nouveau, dans le courant de la semaine, des propositions d'arbitrage du Conseil d'Etat et protestèrent contre certaines pressions faites par Nicole dans *Le Travail*, en vue de la fin de la grève, considérant l'arbitrage comme une méthode fasciste supprimant le droit de grève, comme en Autriche, en Espagne, en Italie et dans tous les pays à dictature.

Samedi dernier, le Conseil d'Etat convoquai à nouveau les parties en conciliation, et cette fois les patrons se montrèrent plus raisonnables en acceptant presque toutes ses revendications ouvrières. A cette séance, les chrétiens-sociaux dont on n'avait pas entendu parler tout au long du conflit, se présentèrent avec à leur tête le fameux kroumir Miazza, mais ils durent se retirer sur le refus de la F.O.B.B. de discuter en leur présence.

Au moment où paraîtront ces lignes, il est probable que le conflit sera terminé avec une victoire complète des ouvriers. Disons cependant que les marbriers étaient bien préparés le cas échéant, à poursuivre leur lutte.

Le conflit des parqueteurs.

Les parqueteurs ont dû dénoncer leur contrat-tarif. Les patrons pensent le moment venu d'appliquer une baisse des tarifs, en comptant avec le chômage démoralisant qui sévit chez les parqueteurs, comme dans les autres professions du bâtiment.

Les patrons comptent aussi beaucoup avec les méfaits du travail aux pièces, si nuisible à la solidarité ouvrière.

Les parqueteurs groupés dans la F.O.B.B. ont enfin décidé de revendiquer la suppression totale du travail à la tâche, auquel ils étaient très attachés jusqu'à présent.

Les parqueteurs sont aussi prêts à la lutte pour défendre leurs conditions de travail et supprimer l'inique marchandage qu'est le travail aux pièces.

Et ils vaincront avec la F.O.B.B.!

Le conflit des carreleurs.

Certains patrons du carrelage ont dénoncé le contrat collectif, tandis que d'autres — connaissant mieux la force et les moyens d'action directe des carreleurs groupés dans la F.O.B.B. — laissent entendre qu'ils seraient favorables au renouvellement de la convention.

Les patrons « dénonciateurs » envoient de vagues lettres non signées pour communiquer leurs décisions, ce qui laisse entrevoir une belle cacade.

La F.O.B.B. a demandé l'intervention de l'Office de conciliation, afin d'obliger les patrons à se démasquer, à préciser leurs intentions et à rendre publiques les velléités réactionnaires qu'ils tentent de cacher.

Dans trois semaines, la convention ne sera plus valable et aucune entrevue n'a encore eu lieu, par la faute des patrons.

Les carreleurs sont en tout cas décidés à la lutte pour le maintien pur et simple de la convention de travail et des salaires. Comme l'an dernier, les patrons feront les frais de leurs prétentions de baisse.

Au moment où nous écrivons, nous apprenons que l'Office de conciliation convoque les parties pour mercredi.

Les travailleurs de campagne.

Sous la conduite de nos camarades Lucien Tronchet, président de la F.O.B.B., et Gaston Guéniat, secrétaire des maçons et manœuvres F.O.B.B., le syndicat de défense des ouvriers de campagne fait actuellement un grand effort pour regrouper tous les parias de la terre.

Après quelques semaines seulement de vie, le syndicat est à même de revendiquer un contrat collectif établissant les salaires minima fixés par saison, la durée normale de travail, actuellement de 15 à 17 heures, le remplacement de l'écurie comme dortoir par un logement convenable, avec lit comprenant matelas, couverture et draps changeables tous les mois, la lumière à volonté, l'entretien à la charge du patron.

La Chambre de l'agriculture et le gouvernement ont admis en principe la discussion sur le contrat collectif.

Le Conseil d'Etat a également admis de discuter avec le S.D.T.C. sur le droit aux secours de chômage de novembre à mars.

Les chrétiens-sociaux, comme à l'ordinaire, ont tenté de saboter les revendications ouvrières en se mettant au service du patronat et en présentant, après coup, un contrat de beaucoup inférieur à celui présenté par nos camarades.

Les travailleurs de campagne ont commencé une tournée de réunions dans le canton et la diffusion de leur journal *Le Campagnard*.

Dans toutes leurs réunions, les parias de la terre ont affirmé leur volonté de lutter par l'action directe, seul moyen capable de faire reculer le patronat le plus sordide.

Avec l'aide des gars du bâtiment, les travailleurs de la terre vaincront pour un minimum de bien-être. *Henri T.*

LES URNIFIÉS

Afin de réaliser une Suisse chrétienne, corporative et fédéraliste, cléricaux et fascistes, appuyés par toutes les jeunesses de fils à papa, avaient lancé une initiative demandant la revision totale de la Constitution fédérale.

Le peuple l'a repoussée à une majorité écrasante de 500 mille voix contre 180 mille voix, avec abstention du 40% des électeurs. Les cléricaux, pourtant si disciplinés, ont vu fondre ou passer même à « l'ennemi » une partie de leurs troupes.

Grande joie — combien exagérée! — dans le camp antifasciste. C'est la fin, la débâcle, l'écrasement, la disparition, etc., du fascisme! Doucement, braves gens! Le fascisme s'appuie toujours sur le cléricalisme, les cadres de l'armée, la propagande et les subventions de Rome et de Berlin, le financement de la ploutocratie, la tolérance sinon les complicités gouvernementales. Tout cela n'a pas disparu d'un coup, à la suite du vote du 8 septembre. Nous ne nous sentons nullement rassurés. Surtout si résister est défini « provoquer » et le bon populo est toujours invité à se désister en présence des violences fascistes et des abus du pouvoir.

C'est chez nous comme en France. De temps à autre on apprend des attaques fascistes avec dégâts considérables, sans que le grand Front populaire songe à une défense et à une riposte efficaces. Il en a été ainsi à Levallois-Perret et à Argenteuil, où les Croix-de-Feu ont pu opérer à leur aise. Le lendemain meetings de protestation et c'est tout... ou pour mieux dire rien du tout.

Naturellement, les fascistes persévèrent, et nous lisons encore:

Paris, 16 septembre. — A Blanc-Mesnil est organisée une fête d'inauguration du Stade municipal, au profit de la Caisse des écoles et des œuvres d'assistance.

Dans la nuit de vendredi à samedi, des fascistes ont arraché les mâts portant des oriflammes, dressés pour la circonstance. Ils les ont placés en travers de la chaussée, risquant de provoquer les pires accidents.

Ces procédés ont indigné la population.

Toujours les indignations qui ne se traduisent pas en actions défensives et offensives! Est-ce si difficile de comprendre que ce n'est pas uniquement sur le terrain électoral que le fascisme entend se battre.

A Genève, le vote du 8 septembre a donné lieu à une « magnifique assemblée » de congratulations mutuelles. L'avocat Vincent, communiste, est venu *apporter l'appui total de son parti au gouvernement actuel, afin que celui-ci puisse continuer l'œuvre qu'il a entreprise.*

Ce fut du délire. Enfin l'urnification est dûment accomplie et consacrée! Tant mieux, parce que certaines polémiques des bolchevistes étaient aprticulièrement écœurantes, mais il faudra tout de même autre chose pour vaincre le fascisme. La marche aux urnes n'est pas suffisante. Puissent les travailleurs le comprendre et ne pas s'endormir sur des lauriers électoraux.

Police fédérale

Nous empruntons à l'organe fasciste ces renseignements, sans ajouter pour le moment des commentaires :

On se demandait un peu ce que devenait la police fédérale dont la création a été décidée après des débats mouvementés, en juin. Elle sera bientôt organisée et pourra sans doute entrer en fonctions avant la fin de l'année.

En effet, hier matin, le Conseil fédéral a pris quelques mesures préparatoires pour son entrée en fonctions. Il a expressément autorisé le Parquet fédéral à organiser la police fédérale au sens de l'arrêté du mois de juin. Il a par ailleurs décidé que le nombre des fonctionnaires nouveaux, dont quelques-uns seulement travailleront à l'extérieur — les autres devant assurer la sécurité intérieure et extérieure du pays dans la quiétude de leur bureau — ne dépassera pas pour commencer huit unités. Cela paraît d'ailleurs aller à l'encontre du résultat que l'on cherchait à atteindre. Il ne s'est jamais agi d'engager de nouveaux bureaucrates, mais de mettre à la disposition de ceux-ci des agents chargés de procéder à des enquêtes et à des investigations de caractère surtout préventif. Mais on se gardera bien de critiquer, avant d'avoir vu ce nouvel organisme à l'œuvre.

On sait maintenant que le colonel Jaquillard, chef de la police vaudoise — auquel avaient été confiés tous les travux préparatoires, diverses études à l'étranger et la rédaction d'un projet de règlement — ne sera pas candidat à la direction de cette police. Ce qui s'explique sans doute par la distance qui sépare les intentions primitives du Conseil fédéral de ce qui sera vraisemblablement réalisé. On croit savoir que le dévolu du procureur général s'est jeté sur M. Balsiger, son adjoint et son bras droit depuis des années.

Bibliographie

Sous le titre de *Les Damnés de la Terre*, Henry Poulaille vient de publier, chez Bernard Grasset, l'histoire d'une famille d'ouvriers parisiens pendant les années 1906 à 1920. Poulaille consacre le volume *A la mémoire des militants qui moururent dans les luttes ouvrières et en hommage à ceux qui vécurent les heures héroïques de la lutte de classe avant la guerre.*

La plus grande partie de l'ouvrage est véritablement poignante. Le style simple et populaire, les répliques en termes de la rue lui donnent un grand caractère de réalité. On pourrait prononcer à son sujet les mots de roman populiste ou parler encore de né-naturalisme. C'est certainement un livre de bonne volonté et qui a demandé beaucoup de travaiel à son auteur.

Le début est traînant, mais Poulaille a voulu présenter son principal sujet dès l'âge de « la primaire ». Très vite, le roman s'élève, prend corps, et suscite un intérêt palpitant.

En plus de l'intérêt du roman en lui-même, de l'histoire de cette famille ouvrière victime des luttes ouvrières, de la maladie et de la misère, beaucoup aimeront retrouver dans le livre de Poulaille de nombreux extraits de déclarations de congrès syndicalistes ou socialistes, de journaux de l'époque, toujours judicieusement choisis et qu'on ne pourrait relire ailleurs qu'après de longues recherches. Çà et là, on rencontre Jean Grave, Yvetot, Griffuelhes, Delesalle et sa femme, Chauvière, Coutant, etc., et aussi Métivier, l'agent de Clemenceau, Liabeuf, Elisée Reclus, et la *Vie Ouvrière* et les *Temps Nouveaux*, l'action anarchiste et l'inopérant réformisme socialiste.

On y trouve également d'admirables lignes écrites en 1850 (il y aura bientôt un siècle, un siècle dit de progrès) par M Emile de Girardin: « Dans une société qui a le travail pour base, le travail doit toujours faire vivre le travailleur; il ne doit jamais le tuer. Le droit au superflu ne saurait exister pour les oisifs qu'après que tous les travailleurs auront tous le nécessaire. »

Et, de la main de Poulaille lui-même, cette idée que depuis longtemps j'aurais voulu avoir le temps de développer à cette place : « On a le tort (c'est un ouvrier qui parle) d'avoir trop vite confiance dans les paroles. On écoute, on boit ça comme du petit lait et ce n'est que du bruit, rien n'en résulte... Ne marche jamais à la parole, si belle qu'elle soit; la phrase, c'est de la mascarade. »

Beau livre, vraiment, je ne lui vois qu'un défaut: c'est que ses 500 pages se vendent 18 francs (français). A. M.

Un pouvoir est un être moral aussi intéressé qu'un homme à sa conservation.

GENEVE

Christianisme plumitif.

En lisant les articles de la presse bienpensante de cette quinzaine, on reste quelque peu ahuri devant cette unanimité à vouloir une catastrophe; il faut tout de même être doué d'un cynisme puissant et d'une lâcheté cérébrale considérable pour se faire le valet d'un être immonde comme ce Mussolini. Il dépasse vraiment la mesure de tout ce qu'on peut imaginer, en lisant par exemple la déclaration au peuple américain d'un Ciano, inspirée du plus pur esprit mussolinien.

On ne se représente pas un homme sain pouvant faire de pareilles déclarations; je crois qu'il est inutile de reproduire cette prose justifiant le massacre d'Ethiopiens, chacun ayant pu en prendre connaissance. Qu'un Ciano glorifie les intentions ou les actes de son beau-père et maître, passe encore, entre fous... et puis ils sont en famille, mais quand cette folie devient contagieuse, s'étend, cela devient sérieux. Evidemment nos petits plumitifs fascistes genevois se sont fait la main depuis longtemps en soutenant la thèse corporatiste du grand démenti de Rome, et ma foi pour le suivre (au figuré) dans son « opération coloniale » et parvenir à faire admettre un nouveau massacre, il n'y a qu'un petit effort à tenter et c'est là que l'odieux atteint son extrême limite.

—o—

Le nouveau rédacteur en chef de l'organe syndicaliste-chrétien de Genève, R. Leyvraz, se fait le grand défenseur de Mussolini, de la latinité trahie et de la civilisation. Dans son article intitulé « Bas les masques, tartufes du pacifisme », le Leyvraz se dépense beaucoup pour prouver que l'Italie a tous les droits de massacrer les Ethiopiens et que d'une simple « opération de politique coloniale » faite par l'Italie, les bolchevistes veulent en faire une guerre mondiale pour en arriver à la révolution. Il y a pourtant un moyen bien simple d'empêcher la guerre mondiale... préparée par les bolchevistes et les révolutionnaires, ce serait de renoncer à cette « opération » mussolinienne, comme à toutes les « opérations » de ce genre ; ce serait aussi la meilleure manière de confondre tous les « tartufes du pacifisme ».

—o—

Bas les masques, dites-vous, Monsieur le renégat, celui que vous et vos semblables avez sur la figure, est bien le plus grimaçant que nous connaissons ; depuis vingt siècles que vos prêtres « tartufient », il serait grand temps en effet, de le mettre bas; et de tous les tartufes avec votre compère Berra, vous en êtes bien les spécimens les plus représentatifs.

—o—

Ah! non, messieurs les chefs des syndicats mômifards et calotins, vos troupes de cotisants ne doivent pas être bien fières de vous si elles réfléchissent — mais peut-il y avoir de la réflexion chez les empotés du confessionnal ?

Tout de même, en admettant qu'une bonne partie de vos cotisants soit composée de gens dont la matière grise est noyée dans l'eau bénite, il doit en rester un certain nombre qui soit réfractaire à l'anesthésie totale. Ceux-ci à qui on avait dit en les recrutant: « Chez nous, on ne fait pas de lutte de classes, pas de politique », bref une sorte de paradis syndical, que doivent-ils penser — s'ils pensent — de la gymnastique des Berra et consorts? Ces pauvres diables ne doivent pas y comprendre grand'chose quand ils lisent par hasard que leurs chefs luttent contre le grand capital, alors qu'à la prochaine votation ces mêmes chefs leur recommandent de voter avec et pour les représentants du grand capital. Car ce n'est pas faire de politique que de soutenir et encourager cet immonde Mussolini dans sa folie guerrière; il est vrai que vous êtes dans la ligne de vos maîtres les jésuites quand vous dites que le noir est blanc et le blanc, noir. E. P.

Théâtre prolétarien

Professeur Mannheim, le fameux drame en 4 actes de F. Wolf qui fit tant de bruit à Zurich, tenant l'affiche pendant plus de 40 représentations, sera présenté à Genève les 28 et 29 septembre 1935 à 20 h. 30, par le Théâtre Prolétarien à la Salle Communale de Plainpalais. Entrée 75 centimes, chômeurs 50 centimes. Billets en vente à l'entrée.

ZURICH

Voici, par ordre des prix, les numéros gagnants de la tombola de la soirée du 7 courant, donnée par la Société dramatique « Libero Pensiero » au Restaurant zur Sonne:

1685	355	354	532	50	1237
1245	8	819	1636		

Réclamer les lots en adressant le numéro gagnant à Luigi Giannini, Friedaustrasse 3, Zurich 3.